Comment une démocratie glisse vers l'autoritarisme

Pas de coup de force, une progression insidieuse

Un régime autoritaire s'installe rarement d'un coup. Il avance par étapes, souvent légales, avec un pouvoir qui veut rester en place à tout prix. Chaque étape semble acceptable, mais l'ensemble change tout. Ces étapes sont des **signaux d'alerte**, pas des preuves : ce qui compte, c'est leur accumulation et leur direction.

La peur par le mensonge, le mensonge normalisé

On commence par des « petits » mensonges, répétés jusqu'à sembler vrais. On répète que « tous les journalistes mentent », et bientôt plus personne ne sait qui croire. Puis vient la peur : pour sa vie, de l'étranger, de la jeunesse, du changement. Une personne qui a peur **demande** qu'on la protège, **même au prix** de ses **libertés**.

Désigner des ennemis, contrôler l'information

L'opposition, les syndicats, les juges, les journalistes deviennent des « ennemis du pays ». Pendant ce temps, les médias tombent sous le contrôle de quelques propriétaires proches du pouvoir : un seul discours remplace le pluralisme. Des **grands patrons** soutiennent ou se taisent, **convaincus de rester maîtres du jeu**. Souvent, ils se trompent.

Déléguer la violence

Le pouvoir n'a pas besoin de frapper lui-même. Il peut tolérer des groupes violents et nier les exactions des forces de l'ordre, tout en gardant un visage « légal ».

Des outils qui survivent à ceux qui les créent

Une loi d'exception peut sembler légitime sur le moment : lutter contre une menace, rétablir l'ordre. Mais une loi **ne s'éteint pas** avec le gouvernement qui l'a votée. Elle reste, et elle sert à ceux qui arrivent ensuite, même s'ils sont antidémocratiques. Surveillance, interdictions, perquisitions, pouvoirs de la police : tout ce qu'on accorde aujourd'hui à un pouvoir en qui l'on a confiance, on l'accorde aussi à celui qui lui succédera. La bonne question n'est donc pas *« ce gouvernement en fera-t-il un bon usage ? »*, mais *« que se passera-t-il si ces outils tombent entre d'autres mains ? »*

Le trajet

ÉTAT DE DROIT
Lois égales pour tous, justice indépendante, presse libre

↓

Mensonge et peur (logocratie)

↓

Ennemis désignés (opposition, minorités)

↓

Médias concentrés

↓

Pouvoirs renforcés, « état d'exception » (que les successeurs pourront réutiliser)

↓

Libertés réduites (manifester, s'exprimer)

↓

Surveillance de masse

↓

Violences policières tolérées, puis impunies

↓

Justice sous pression

↓

ÉTAT POLICIER (impunité totale pour la police)

↓

Opposition dissoute, élections vidées de sens

↓

Propagande permanente, culte du chef

↓

AUTORITARISME

À retenir : chaque étape est réversible, tant que des citoyens la remarquent. À chaque fois, il s'est trouvé des gens pour dire « ce n'est pas si grave ». Demandons-nous toujours : **qui perd quelle liberté, qui contrôle quoi, et qui pourra s'en servir demain ?**